

LETTRE FLASH N° 136

APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU 15 OCTOBRE 2026

Amplifions la mobilisation dans les universités

Depuis près de trois semaines, le mouvement inédit des lycéen·nes et étudiant·es ne cesse de s'amplifier. D'abord circonscrit aux lycées, il touche désormais la quasi-totalité des universités avec l'organisation de piquets de grève, d'assemblées générales et des suspensions de cours reconduites jour après jour partout en France. Étudiant·es et personnels convergent pour défendre ensemble un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ouvert et émancipateur. Ce mouvement s'ancre dans une situation marquée par la dégradation de nos conditions de travail et de leurs conditions d'études à cause de la politique des gouvernements successifs. Nous répondrons partout par des mobilisations créatives, joyeuses et combatives à la hauteur de notre détermination ! Le SNESUP-FSU dénonce la répression policière en direction des jeunes et de syndicalistes, et les risques permanents de violence à leur endroit. Le cas échéant il appelle à alimenter le recueil des témoignages établi par la LDH [« Recueil de témoignages - Répression policière »](#).

Par essence, les universités sont des institutions ouvertes. Lieu de débat et d'émancipation, elles ne doivent pas faire l'objet de fermetures administratives abusives suggérées avec insistance aux président·es d'université par des recteur·ices et des préfet·tes soucieux·ses de museler la mobilisation de la jeunesse. Le SNESUP-FSU refuse la fermeture systématique, préventive et arbitraire des universités et exige l'ouverture des locaux fermés abusivement. L'université ne peut être effacée de la sorte : ses missions, son rôle et sa place sont fondamentaux pour la société. Le SNESUP-FSU intervient partout pour obtenir l'ouverture des locaux et garantir la liberté de réunion. Il est intolérable d'être obligé·s d'avoir recours à d'autres locaux (bourse du travail, maison des syndicats, salle de mairie...) pour échanger entre collègues et étudiant·es et construire la mobilisation dans la durée.

Ces fermetures ont vocation à faire basculer en ligne les activités de formation des universités. Le passage improvisé et imposé en distanciel, dont on connaît depuis la crise du COVID l'inefficacité pédagogique, les impacts sur le collectif et les dangers pour la santé mentale, est utilisé comme une arme pour casser le mouvement, mettant la pression sur les étudiant·es et les enseignant·es engagé·es. Le SNESUP-FSU appelle les collègues et en particulier les élu·es à s'opposer partout où ils et elles le peuvent aux modifications de maquettes dans l'urgence, à intervenir auprès des directeurs et directrices de composantes et des présidences pour faire reconnaître les services réputés faits dès lors que l'accès aux bâtiments n'est pas possible ([voir le courrier du SNESUP-FSU adressé à tou·tes les président·es d'université](#)).

Le SNESUP-FSU appelle à amplifier dès maintenant le mouvement par tous les moyens y compris en se mettant en grève (des préavis de grève sont déposés chaque semaine) et, appelle à ne pas pénaliser les étudiant·es dans la période, à suspendre les évaluations et à les dispenser d'assiduité.

Des réponses budgétaires immédiates doivent être données aux revendications de la jeunesse. Pour pouvoir assurer leurs missions, il manque aujourd'hui 8 milliards à l'enseignement supérieur et 8 milliards à la recherche. Le SNESUP-FSU revendique l'ouverture immédiate de 150 000 places dans les formations supérieures publiques, l'abrogation de Parcoursup et Mon Master qui constituent des barrières à l'accès et à la poursuite d'études. Tou·tes les bachelier·es qui le souhaitent doivent pouvoir s'inscrire dans la la formation de leur choix. Le SNESUP-FSU demande aussi un plan de recrutement de 6 000 agent·es titulaires par an toutes catégories confondues pendant 10 ans.

Les organisations de jeunesse cherchent les voies pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. Elles appellent à faire du **samedi 17 octobre** une nouvelle étape de mobilisation. Là où ses revendications pourront être portées et où les cadres de mobilisation permettent de rassembler les personnels, le SNESUP-FSU répondra présent.

Le 5 novembre, [l'intersyndicale interprofessionnelle appelle](#) de manière unitaire à une journée nationale d'action pour les salaires, les services publics et l'emploi. Le SNESUP-FSU appelle à construire dès maintenant cette journée et à multiplier les assemblées générales la semaine prochaine et dès la reprise des cours, le 2 novembre.

VOTES : Pour : 32 Contre : 1 Abstention : 0 NPPV : 0